

16.1.18 Evo Morales face à la pression de la rue

Un reportage de Sophie Dutrey Figaro du 15 janvier 2018

En plein passage du Dakar, le pays connaît une vague inédite de manifestations contre un quatrième mandat du président.

À Santa Cruz de la Sierra

À minuit vendredi, la ville de Santa Cruz de la Sierra, 2 millions d'habitants, locomotive économique de la Bolivie, s'est figée. Au matin, les riverains ont pu observer un étrange phénomène : comme si un sort avait été jeté à la plus grande métropole du pays, pas une voiture ne circule dans les rues d'ordinaire si actives. Entreprises et boutiques ont le rideau baissé. Le silence qui règne laisse pour une fois apprécier le chant des oiseaux.

La vie reprend tous les 500 mètres, à chaque carrefour transformé en point de « blocage ». Un alignement de chaises en plastique, de voitures, de matelas, de pavés, de branchages, de jouets d'enfant parfois, tirés des habitations avoisinantes, empêche tout véhicule de passer, ambulances et pompiers exceptés. À 10 ou 20, malgré la chaleur, des volontaires ayant répondu à l'appel de plusieurs organisations citoyennes et professionnelles veillent à ce que soit respecté dans le calme le paro civico, (grève civique), une forme de contestation civile populaire en Bolivie.

« La Bolivie dit non », lit-on sur de nombreuses pancartes, visiblement faites maison. Non à une quatrième candidature d'Evo Morales et de son vice-président Alvaro Garcia Linera en 2019. Et non au nouveau Code pénal promulgué fin décembre par le gouvernement, qui fait craindre une restriction des libertés individuelles.

Fin novembre, Evo Morales, 58 ans, a obtenu du Tribunal constitutionnel bolivien le droit de se représenter à la prochaine élection présidentielle, alors même que la Constitution de 2009 ne permet que deux mandats consécutifs et que la population, sondée par référendum en février 2016, s'était prononcée à 51,3 % contre un mandat supplémentaire. Saisis en septembre par le MAS (Movimiento al socialismo), le parti de Morales, les Sages ont néanmoins validé la supériorité sur la Constitution bolivienne de la Convention interaméricaine relative aux droits de l'homme, qui garantit à chacun le droit d'être élu. « Un coup dur contre la Constitution et un coup dur contre la volonté populaire », selon le politologue Jorge Lazarte.

« Nous demandons que la démocratie soit respectée. Si nous ne nous mobilisons pas maintenant, nous sommes voués à la dictature », explique Mayra, mère de famille tenant un petit barrage dans un quartier aisé. Les enfants jouent sur la barricade improvisée, les adultes organisent des tours de garde et le ravitaillement en gâteaux et café via WhatsApp. N'étaient-ce les drapeaux boliviens, on se croirait à la fête des voisins. Mais c'est bien l'indignation qui les a sortis de chez eux ce matin. « On sait vers quoi on va : le Venezuela, Cuba », complète Roxana, avocate, à un barrage plus au sud dans Santa Cruz.

L'ampleur de la mobilisation contre le pouvoir est inédite. Si Santa Cruz est traditionnellement la tête de pont de l'opposition, d'autres grandes villes comme Cochabamba, Sucre, Potosi ou la capitale, La Paz, ont aussi été les théâtres de manifestations et de blocages ces derniers jours. Lundi, c'est El Alto, gigantesque banlieue de La Paz, qui devrait se mettre en grève générale, paralysant potentiellement la capitale.

Jeudi, le passage du rallye Dakar en Bolivie a permis aux manifestants de donner un écho international à leur cause. C'est la première fois en cinq ans que la course est le lieu de revendications politiques. « Nous ne voulons pas le Dakar, nous voulons la démocratie », ont scandé à La Paz des manifestants mobilisés par le principal syndicat bolivien.

Mais c'est bien le pilote de rallye Leonardo Martinez, seul Bolivien de la compétition, qui a raflé le cœur de l'opposition. Dans une démarche qu'il décrit comme « spontanée », le sportif a profité d'une prise de parole au micro devant le chef de l'État pour le prendre à partie. « Quand je participe au Dakar, je me soumetts à toutes les règles. Je ne [soutiens pas de parti], je demande juste que nous respections la Constitution et le [référendum du] 21 février », a-t-il lancé depuis le podium.

En retour, le chef de l'État a déploré que « quelques petits groupes essaient de donner une mauvaise image de la Bolivie ». Il n'a pas réagi à la mobilisation massive de Santa Cruz. Sa ministre de la Santé, en revanche, a qualifié la grève de « cynique » sur Twitter, moquant les barbecues des manifestants et leur ordonnant de « retourner travailler ».

Pour l'analyste politique bolivien Alvaro del Pozo, « l'année 2018 va être très politique, très électorale. Le président va devoir trouver des mesures pour redorer son image. Il semble qu'il subisse une baisse de popularité inédite depuis son arrivée au pouvoir », expliquait-il dimanche au quotidien Opinion. Au-delà des erreurs commises par le chef de l'État, l'expert y voit également « une usure naturelle » de la popularité en politique. « En douze ans de pouvoir, Morales a réussi à maintenir un niveau important de popularité, c'est presque surprenant. Ça ne pouvait pas durer comme ça. »